

CLASSEMENT ET INSCRIPTION

CLASSEMENT D'UN SITE : ÉTAPES ET DOSSIER

Mise à jour 2022

1. INITIATIVE - QUI PEUT DEMANDER LA CRÉATION D'UN SITE CLASSÉ ?

- **Acteurs de la société civile** (associations, élus, propriétaires fonciers, etc.), **Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS)**, etc.
Par demande au préfet
- **État au niveau local : DREAL, UDAP, etc.**
Par information du ministre par le préfet
- **État au niveau central : ministre, services centraux, CGEDD**
Par instruction ministérielle au préfet

2. INSTRUCTION - QUEL EST LE PARCOURS DE CLASSEMENT ?

La procédure de classement est décrite ci-après de manière chronologique.

2.2. Pré-étude

Lorsque la demande émane des acteurs de la société civile, les services de l'État vérifient l'opportunité du projet de classement dans le cadre d'une pré-étude.

2.3. Instruction locale

Conduite sous l'autorité du préfet

A) Étude préalable

- Justification du classement et de la pertinence de cet outil pour répondre, en termes de protection, aux besoins du site ;
- Définition d'un périmètre (base cadastrale et carte IGN 1/25.000), identification des points de blocage possibles de la part des différents acteurs locaux ;
- Réalisation de l'étude : en régie (DREAL, UDAP) ou par un cabinet d'études ;
- Réalisation de la notice de présentation : DREAL, présentant les caractéristiques du site, les objectifs du classement et indiquant les orientations pour la gestion du site.

B) Demande d'une inspection générale (rapport sur l'opportunité)

- Le préfet saisit le ministre chargé des sites, la demande est accompagnée de la notice de présentation, de l'étude préalable et du projet de périmètre.
- Le bureau des sites instruit la demande et saisit - le cas échéant - le CGEDD, Inspection générale des sites et paysages pour diligenter une mission sur l'opportunité du projet de classement. Une visite de terrain est organisée, en lien

avec le bureau des sites. La DREAL est chargée de l'organisation de cette mission. Le ministre chargé des sites informe le préfet des suites données à sa demande.

- Réalisation de la mission
- Le ministre chargé des sites transmet au préfet le rapport d'inspection du CGEDD.

C) Formalisation du projet

Par la DREAL

- Travail sur le périmètre proposé avec les différents acteurs locaux sur la base des recommandations et des remarques de l'inspection générale sites et paysages
A noter : **les cartes (1/25 000^e et plans cadastraux) et la description littérale du périmètre doivent, autant que possible, être finalisées avant l'enquête publique** afin d'aboutir à un périmètre dont la description est claire. Les cartes et la description doivent être parfaitement cohérentes.

► [Fiche cartographie et description](#)

- Identification des propriétaires concernés par le projet retenu pour l'enquête publique

Il est possible de solliciter une inspection générale sur le projet de périmètre présenté à l'enquête publique, avant l'enquête publique. Le cas échéant, la demande est accompagnée de la présentation du projet de classement (rapport de présentation, photographies, autres documents s'il y a lieu) et des cartes.

D) Consultations locales

Par le préfet

- Consultation officielle des conseils municipaux des communes intéressées sur le projet retenu pour l'enquête publique, éventuellement des conseils départementaux et établissements publics. En l'absence de délibération dans les trois mois, l'avis de la commune est réputé favorable. Les avis sont versés à l'enquête publique.
Pour la Corse : cette tâche est dévolue au président du conseil exécutif.
- Recueil des avis des autres services de l'État et établissements publics (ONF, VNF, etc.) concernés. Les avis sont versés à l'enquête publique.
- Information du comité de massif dans les zones de montagne : sa consultation n'est plus obligatoire, mais il doit être tenu informé du classement des espaces naturels et des conditions de gestion de ces espaces avant le classement.

E) Enquête publique sur le projet de classement

Par le préfet

► [Fiche enquête publique](#)

Dans le cas d'un petit nombre de propriétaires concernés par le périmètre proposé : notification aux propriétaires de l'enquête publique.

Pendant la durée de l'enquête, les propriétaires concernés peuvent faire connaître leur opposition ou leur consentement au projet de classement (...). A l'expiration de ce délai, le silence du propriétaire équivaut à un défaut de consentement. Toutefois, lorsque l'arrêté de mise à l'enquête a été personnellement notifié au propriétaire, son silence à l'expiration du délai équivaut à un accord tacite. (art. R. 341-5 du Code de l'environnement).

A noter : si une collectivité est propriétaire, elle doit se prononcer d'une part en tant que personne publique, sur le projet de classement dans son ensemble, et d'autre part en tant que propriétaire, sur les parcelles concernées.

F) Consultation de la CDNPS

Par le préfet

L'avis de la CDNPS est éventuellement assorti de demandes d'ajustements mineurs du périmètre suite aux observations formulées lors de l'enquête publique sans modification de l'économie générale du projet.

G) Transmission du dossier

Par le préfet au ministre chargé des sites

Courrier du préfet au ministre chargé des sites, exprimant son avis sur le projet de classement, demandant le passage en CSSPP et transmettant l'ensemble des pièces du dossier complet, en format papier et en format numérique.

Pièces du dossier à transmettre au ministre chargé des sites pour le passage en CSSPP

- **Rapport de présentation**, présentant l'intérêt du site, sa superficie, les protections existantes à d'autres titres (MH, Natura 2000, etc.), les objectifs du classement, les indications sur la gestion du site, etc.
- **Note accompagnant le rapport de présentation**
- **Photographies en bonne définition**
 - Photographies des lieux et de leur état au moment du classement ou autres documents iconographiques pouvant illustrer l'intérêt des lieux et leur évolution dans le temps
 - Une à trois photographies avec légende et crédit, pouvant être utilisées pour la communication sur le classement
- **Autres documents de présentation s'il y a lieu** : cahier de gestion (le cas échéant), études (historique, géographique), cartes diverses, extraits de PLU / SCOT, etc.
- **Si le projet modifie un site classé existant : documents relatifs au classement initial** (décret ou arrêté, cartographie, rapports, etc.)
- **Si le projet comprend une désinscription partielle ou totale : documents relatifs au site inscrit** (décret ou arrêté, cartographie, rapports, etc.)
- **Cartographies du périmètre retenu après enquête publique, respectant la charte graphique**
 - **Carte IGN 1/25 000^{ème}** : carte au 1/ 25 000^e réalisée sur un fond IGN SCAN 25 en couleur
 - **Jeux de plans cadastraux** : sur un support distinct, plans cadastraux en noir et blanc, avec numéros de parcelles lisibles

- **Délimitation écrite du périmètre retenu après enquête publique** : descriptif par périmètre ou par liste de parcelles

► [Fiche Cartographie et description](#)

Les cartes et la description littérale du périmètre doivent être parfaitement cohérentes.

- **Liste des parcelles propriétés publiques et des propriétaires publics**

Pour les propriétés de l'État : ministère d'attribution et utilisateur gestionnaire (services de l'État ou établissement public national titulaire d'une convention d'utilisation en vigueur avec l'État propriétaire)

- **Si le site est de petite taille : liste de tous les propriétaires**

- **Compte-rendu de la séance CDNPS préalable à l'enquête publique**, pour avis de principe (non obligatoire)

- **Enquête publique**

- **Dossier mis à l'enquête** comprenant tous les éléments utiles pour appréhender le contexte de l'enquête et comprendre le projet de classement (et, le cas échéant, de suppression totale ou partielle d'un site classé ou inscrit)
- **Arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique**
- **Notification de cet arrêté en recommandé aux propriétaires** concernés le cas échéant (s'ils sont peu nombreux = moins de 30 personnes) et accusé de réception du recommandé
- **Extraits de presse** publiant cet arrêté, dans deux journaux dont au moins un distribué localement : parutions au moins 15 jours au minimum avant le début de l'enquête + rappels dans les 8 premiers jours de l'enquête.
- **Certificats d'affichage en mairie**, dans l'ensemble des mairies concernées
- **Certificats d'affichage sur le terrain**
- **Courrier de saisine pour avis des collectivités, services de l'État et établissements publics**
- **Délibérations des conseils municipaux** en tant que personne publique sur le projet retenu pour l'enquête publique + le cas échéant en tant que propriétaire
- **Avis des autres collectivités** (conseils départementaux, établissements publics, etc.)
- **Avis des services de l'État** (DRAC, DRAAF, DDT, etc.)
- **Avis des services et établissement concernés** (VNF, ONF, etc.) : fortement conseillé si ces services sont propriétaires ou gestionnaires
- **Autres avis** (Enedis, EDF, RTE, etc.)
- **Registres d'enquête**
- **Mémoire en réponse de la DREAL**
- **Rapport et conclusions du commissaire enquêteur**

- **Compte-rendu de la séance CDNPS postérieure à l'enquête publique** (éventuellement assorti éventuellement de propositions d'ajustements mineurs du périmètre suite aux observations formulées lors de l'enquête publique, sans modification de l'économie générale du projet)

- **Courrier ou bordereau d'envoi du dossier du préfet à la ministre chargée des sites** exprimant son avis sur le projet de classement et demandant le passage en CSSPP

Pour un passage en CSSPP, le dossier devra être complet s'agissant des pièces demandées et conforme s'agissant de la cartographie.

2.4. Instruction centrale

A) Vérification de la complétude du dossier

Par le bureau des sites

Le bureau des sites vérifie que le dossier comporte l'ensemble des pièces nécessaires. Il revient vers la DREAL si nécessaire.

B) Consultation de la CSSPP

En présence des services locaux (préfet, DREAL, UDAP, DDT), mais également des élus locaux concernés (les maires sont tous invités) ou qui en font la demande (conseillers départementaux, parlementaires parfois). Exceptionnellement, des représentants d'activités professionnelles (agriculture, carrières, etc.) peuvent être également entendus par la commission. Après leur présentation par la DREAL, les projets sont rapportés par l'inspection générale. Le bilan et l'analyse de l'instruction locale sont très sérieusement examinés en commission supérieure, puis au Conseil d'État.

► [Fiche CSSPP](#)

Consultation de courtoisie de la CSSPP dans le cas d'un classement par arrêté (en cas d'accord manifeste ou tacite (R. 341-5 du CE) des propriétaires)

Avis obligatoire de la CSSPP, éventuellement assorti de propositions d'ajustements du périmètre et de recommandations, dans le cas d'un classement par décret en Conseil d'État (en cas de désaccord ou d'un trop grand nombre des propriétaires)

C) Consultations ministérielles

Par le bureau des sites

Le bureau des sites effectue les consultations ministérielles nécessaires (Direction de l'immobilier de l'État, Direction générale de l'énergie et du climat, Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, etc.)

D) Préparation du décret / de l'arrêté

Par le bureau des sites

Le bureau des sites finalise la rédaction du projet de décret ou d'arrêté ministériel (comprenant la rédaction du périmètre) et les cartographies, en lien avec la DREAL.

Le bureau rédige les courriers et notes nécessaires à la transmission du dossier.

E) Dans le cas d'un classement par décret : passage en Conseil d'État

Le bureau des sites dresse la liste des commissaires du gouvernement (administration centrale et DREAL), qui seront amenés à représenter leur organisme lors des réunions devant le Conseil d'État.

Le classement d'un site est traité par la section des travaux publics du Conseil d'État, avec deux étapes :

- une ou plusieurs réunions techniques avec le rapporteur désigné par le Conseil d'État pour traiter ce projet ;
- la réunion en section des travaux publics du Conseil d'État.

La préparation des réunions est effectuée par le bureau des sites, en lien avec la DREAL.

L'appui de la DREAL lors des réunions est nécessaire pour répondre aux questions et fournir les éléments complémentaires demandés le cas échéant.

F) Acte de classement

En cas d'accord manifeste ou tacite (R. 341-5 du CE) des propriétaires : classement par arrêté.

En cas de désaccord ou d'un trop grand nombre des propriétaires : classement par décret en Conseil d'État.

G) Publication et information

Ministère

- Rédaction et publication d'un extrait au Journal officiel ou au Bulletin officiel ;
- Notification de l'arrêté ou du décret au(x) préfet(s) ;
- Mention au Journal officiel avant la fin du 1^{er} trimestre de l'année suivante.

Préfecture

- Notification de l'arrêté ou du décret au(x) maire(s) intéressé(e)s ;
- Publication de l'arrêté ou du décret au Recueil des actes administratifs de la préfecture ;
- Publication dans 2 journaux locaux ;
- Mise en demeure de la collectivité d'annexer au document d'urbanisme la servitude (art. L. 153-60 et L. 163-10 du Code de l'urbanisme) ;
- Versement au Géo portail de l'Urbanisme (GPU)

Le versement sur le GPU rend opposable la servitude (une servitude d'utilité publique est opposable lorsqu'elle annexée au document d'urbanisme ou versée au GPU).

Mairie

- L'arrêté doit être publié par voie d'affichage dans les communes concernées, pendant une durée minimale d'un mois. Cette mesure de publicité doit être certifiée par le (la) maire qui doit également en informer aussitôt le(a) préfet(e).
Pour la Corse : voir R. 341-3 CE.
- La collectivité doit annexer la servitude au document d'urbanisme.

L'entrée en vigueur du classement se fait le lendemain de la publication au Journal officiel, sauf mention contraire dans le décret ou l'arrêté (article 1 du Code civil et L. 221-3 du Code des relations entre le public et l'administration).